

November 2013
Issue 69

Editor: Pierre Goudin (Tel: 63929)

Assistant: Aurélie Therace
(Tel: 64925)

Disclaimer: The views expressed in
the BEPA Monthly do not necessarily
reflect those of the European Commis-
sion.

CONTENTS

La défense, le spatial et l'Europe: le temps de l'exigence	1
ESPACE 2030 : faire de l'Europe le leader mondial du spatial	2
European defence: hard times, great expectations	4
Europe's Defence Summit: Another Potemkin village?	6
Pour une approche réaliste de l'Europe de la défense	8
Think Tank Twitter	10
BEPA News	12

EDITORIAL

Par Jean-Claude Thébault

La défense, le spatial et l'Europe: le temps de l'exigence

A l'approche du prochain Conseil européen, le besoin de mieux définir et préciser la vision stratégique européenne en matière de défense et de spatial s'affirme. Comment faire face aux menaces diffuses, se positionner face à l'évolution de l'engagement américain en Europe, répondre à la concurrence croissante d'acteurs de plus en plus nombreux sur le marché ? Comment intégrer les enjeux nouveaux de cybersécurité et de régulation ? Comment encore affronter la menace d'un déclassement, alors que la baisse des budgets nationaux entame les capacités d'investissement et sape les velléités de projets de coopération ?

Ces défis complexes soulignent la nécessité pour l'Europe de gagner en autonomie et en crédibilité en matière de défense et de spatial. Il en va notamment de la préservation de sa base industrielle et technologique. De ce point de vue, la Commission européenne a proposé, à travers sa communication du 24 juillet dernier, de mettre l'accent sur une politique

industrielle ciblée et adaptée au développement d'un marché intérieur, le financement d'activités de R&D civiles et militaires et le développement de capacités propres.

Même si les dynamiques encouragées n'ont pas encore trouvé leur rythme optimal, des exemples de réussites existent déjà. Des cas concrets de *Pooling and Sharing* peuvent être cités, ainsi que des synergies entre secteur civil et militaire (les efforts de R&D engagés pour le programme Galileo sont autant de gains pour des applications militaires).

A court terme, le Conseil européen devra confirmer les orientations proposées pour la défense et le spatial. A long terme, il s'agira de travailler avec persévérance à la fois au niveau politique et industriel, de favoriser les conditions d'émergence d'une réflexion stratégique coordonnée au niveau national et européen, de dresser le bilan lucide des échecs et des succès en matière de projets, d'analyser le besoin global au niveau européen, d'avoir des objectifs concrets et exigeants... : voilà quelques-uns des aspects qu'on peut espérer voir pris en compte par le Conseil européen de décembre, et qui sont d'ores et déjà soumis à la réflexion de nos contributeurs, dans les articles qui suivent.

1 ESPACE 2030 : faire de l'Europe le leader mondial du spatial

Par François Renuit*

L'espace sera un dénominateur commun des Conseils européens de décembre 2013 et de février 2014 consacrés à la défense et à la compétitivité industrielle. L'Europe, puissance spatiale, prend la mesure de son rôle en intégrant de façon croissante le caractère stratégique des systèmes spatiaux au sein des politiques sectorielles de l'Union européenne, avec comme perspective ultime l'amélioration du quotidien des citoyens, de la croissance et de l'emploi.

La course à l'espace connaît ces dernières années une accélération dont la dynamique est amplifiée par la globalisation des enjeux. Les Etats Unis, la Chine, la Russie et l'Inde ont tous affiché l'ambition d'un retour en force de la présence humaine dans l'espace avec, à l'horizon, les premiers pas sur Mars. Et l'Europe? Potentiel leader mondial du secteur spatial, avec notamment des missions d'exploration aux confins de l'univers, elle sous-estime encore largement ses atouts. Pourtant, avec une gamme complète de lanceurs, un port spatial performant et des programmes scientifiques et technologiques ambitieux, nous avons tout intérêt à nous mobiliser en faveur de l'élaboration d'une stratégie spatiale à long terme. C'est la seule façon de garantir à l'Europe une place sur le podium de cette course qu'elle a plutôt bien entamée.

Si nous avons notre mot à dire aujourd'hui, c'est qu'en 1973, alors que la France et l'Allemagne avaient développé en commun le satellite de télécommunications Symphonie, le refus des Etats-Unis de le lancer à des fins autres qu'expérimentales, avait motivé la décision européenne d'acquiescer son indépendance pour l'accès à l'espace. C'est ce qui a conduit à la création de l'Agence Spatiale Européenne, au développement des différentes versions d'Ariane, et récemment du lanceur Vega. Le Centre Spatial Guyanais est également un maillon indispensable

de ce dispositif. Les investissements réalisés à Kourou en font aujourd'hui le meilleur centre spatial civil au monde ; avec sa flotte de lanceurs au service notamment des programmes européens Galileo et Copernicus, il mérite d'ores et déjà le titre de port spatial *de l'Europe*.

Nous devons garder à l'esprit la mésaventure du satellite Symphonie qui démontre que l'accès indépendant à l'espace est une condition préalable à toute politique spatiale. C'est pourquoi le programme Ariane 6 est essentiel au maintien de notre leadership et de nos compétences. Cette indépendance est un postulat indispensable qui garantit la souveraineté des européens sur leurs capacités de lancer des satellites et d'en exploiter les données.

La seconde condition est que l'Europe se dote d'une stratégie spatiale ambitieuse sur le long terme, fondée sur l'innovation et la performance technologique. Cette vision de long terme est d'autant plus nécessaire que le secteur spatial est sujet à des constantes de temps longues, où les décisions portent leurs fruits plusieurs décennies après avoir été prises. Les succès que nous constatons aujourd'hui sont la conséquence directe de décisions politiques prises il y a 40 ans. Le développement de la concurrence venue des pays émergents comme des puissances spatiales établies doit nous conduire à préserver et accroître plus que jamais notre avance technologique. C'est dans cette logique, courageuse en période de crise, qu'au cours de ses deux mandats, le Président Barroso a garanti pour l'avenir, l'ambition de l'Union européenne de jouer un rôle de premier plan dans le secteur spatial.

Concrètement, la politique spatiale européenne doit traduire cette volonté politique forte, en tenant compte des moyens et des aspirations de



* François Renuit est conseiller dans l'équipe Outreach du BEPA.

tous les acteurs. L'objectif commun affiché serait de faire de l'Europe, dès 2030, le leader mondial du spatial dont les fondamentaux seraient les suivants :

- Doter l'Europe d'infrastructures spatiales pérennes. Le port spatial de Kourou devra disposer des moyens nécessaires pour se muer en véritable Port spatial *européen* – un pôle d'excellence de notre savoir-faire technologique – afin de poursuivre sa mission au service des ambitions européennes. Sur ce site exceptionnel, nos lanceurs doivent eux-aussi évoluer et accroître leur polyvalence ainsi que leur attractivité commerciale face à la concurrence mondiale. Le projet Ariane 6, qui devrait se concrétiser dès 2025, obéit déjà à cette logique. Toutefois, à l'horizon 2040, il faudra être en mesure d'exploiter un lanceur réutilisable de la même façon que l'on exploite un avion aujourd'hui.
- Dès qu'elles seront opérationnelles, nos constellations Galileo et Copernicus devront être soutenues par une infrastructure innovante, permettant l'exploitation optimale de leurs données. Les utilisateurs, publics ou privés, devront être en mesure d'en disposer facilement afin d'en faire des outils performants, comme pour l'anticipation et la gestion des catastrophes naturelles, l'évaluation de l'ampleur du changement climatique, ou encore l'aménagement du territoire.
- Encourager la recherche et l'innovation de technologies duales, civiles et militaires. Il nous faut imaginer des synergies entre la politique spatiale et la stratégie de sécurité et de défense. Par exemple, dans le domaine de la cybersécurité, une politique coordonnée pourrait renforcer nos systèmes de défense tout en contribuant à la sécurité de l'ensemble des citoyens lorsqu'ils utilisent les nouvelles technologies dans leur quotidien. Il faut également soutenir l'innovation en matière d'applications liées à l'espace tel que le haut débit par satellite, l'imagerie haute définition ou les interfaces avec les futurs drones civilo-militaires. Ici encore nous devons tirer profit de la dualité des applications et de la complémentarité des moyens civils et militaires.
- Stimuler la participation du secteur privé dans l'utilisation des infrastructures spatiales. En période de réduction des budgets publics, cette contribution est essentielle au développement des activités spatiales. Nous pouvons l'encourager en mettant en place de nouveaux outils de soutien à l'engagement de capitaux privés, comme par exemple le crédit export pour notre industrie spatiale. Les applications liées aux télécommunications par satellite, l'observation de la Terre et la navigation offrent un potentiel de croissance tel que le secteur privé continuera à investir et à innover par l'apport de compétences techniques et d'aptitudes dont ne dispose pas forcément le secteur public. A l'horizon 2030, les investisseurs privés devront également s'engager aux côtés des acteurs publics dans l'exploration spatiale, un moteur essentiel pour l'innovation et le développement de technologies de pointe. La rupture technologique qui sera nécessaire à l'accomplissement des missions habitées permettra de développer et de démocratiser l'accès aux vols suborbitaux. Cette technologie permettra la création de lignes aériennes commerciales entre quelques grandes cités de la planète, qui mettront New York à une heure de Bruxelles et Tokyo à deux heures...

Depuis Léonard de Vinci et ses machines volantes, les Européens se sont toujours distingués par leur vision créative et novatrice. Aujourd'hui encore, l'innovation est la clef de la réussite européenne et cela vaut en particulier pour l'élaboration de notre politique spatiale. Ambitieuse et visionnaire, elle doit être conçue de manière à permettre à l'Europe de rayonner par son savoir-faire technologique sur l'échiquier des puissances mondiales dans une relation multipolaire. L'espace est aujourd'hui une composante indispensable dans de nombreux domaines tels que la sécurité civile, la défense, l'agriculture, l'environnement, les transports et l'action humanitaire. Il s'agit désormais de donner une dimension supplémentaire à nos politiques fondamentales qui feront de l'Europe une puissance industrielle, commerciale et scientifique de premier plan, soucieuse in fine de l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens.

2 European defence: hard times, great expectations

By *Olivier de France**

On the face of it, there is overwhelming support in Europe for common foreign and defence policy. The polls show levels of support that have proved both impressively high and remarkably consistent over the last two decades, despite huge changes in the global environment. But what do these statistics signify? Is there any agreement on what a European foreign policy would imply, or what a 'European defence' might mean?

In 2013, the Transatlantic Trends survey carried out by the German Marshall Fund found that 71% of Europeans want the EU to exert 'strong leadership in world affairs'. The idea of a common foreign policy for Europe has enjoyed support ranging consistently *between 63% and 70%* over the last twenty years, according to Eurobarometer polls.

Remarkably, support for a common European defence and security policy registers even higher. Over the 1992-2013 period, approval rates vary *between 68% and 79%*, with some discrepancy between member states (a small majority in Ireland, the UK, Finland, Sweden; over 75% in France, Germany, Benelux, Visegrád and Baltic countries).

The numbers are testimony to the fact that a vast majority of Europeans perceive the notion of a common foreign and security policy in a positive light. The most striking feature is perhaps how *constant* the ratings have proved over the years. They have remained consistently high despite the continued enlargement (EU-12, EU-15, EU-27, EU-28), 9/11, the wars in Iraq, Afghanistan and Libya, the financial crisis, the rise of the 'rest', US strategic rebalancing, and indeed the latest populist and isolationist trends.

The figures are impressive, and might be interpreted as a sign that Europeans sense that individual EU nations have little chance of competing on the world stage in isolation. They are often quoted by officials to show the level of support that common European endeavours enjoy with EU citizens, and by commentators urging policymakers to take heed of the fact and translate such support into policy.

** Olivier de France is Associate Fellow at the EUISS.*

It is true there may seem precious little to argue about. People want Europe to be prosperous and powerful. They want the EU to exert sufficient influence on the global stage to defend and promote the interests of its citizens. However cracks begin to show in the consensus when there is actual cause for disagreement – namely what such 'interests' might be, how such power should be exerted in practice, and what costs it might entail.

Eurobarometer data shows that over 80% of EU citizens favour a European foreign policy that is autonomous from the United States. At the same time, 39% would like to see further cuts in defence budgets [Gallup 2010]. In countries like France that are yet to undergo sweeping cuts, the defence budget is considered by the public as the chief candidate for further downsizing [IFOP 2013, ifop.com/media/poll/2388-1-study_file.pdf].

Similarly, most EU citizens (54%) consider that an enhanced European security and defence policy would provide Europe with a greater leadership role in the world [Gallup 2010]. And yet, even among those who do not consider NATO essential to European security, only 34% are in favour of a 'European defence organisation' [Transatlantic Trends 2013: trends.gmfus.org/files/2013/09/TT-TOPLINE-DATA.pdf]. Perceptions differ considerably on this count between member states. In France, 46% of these respondents supported a common defence organisation in Europe; likewise for other states with a stake in the industrial game and a chance of weighing on the final outcome like Italy (43%) or Spain (40%); while smaller and/or more Atlanticist countries like Romania (at 17%) and the UK (at 25%) are far less favourable.

Finally, far-reaching support for strong EU leadership in world affairs (71% of Europeans – from 86% of Germans to 60% of Britons) is coupled with widespread aversion to using force. 80% of Europeans oppose the notion of waging 'war for justice' [Transatlantic Trends, 2013], and the proportion of Europeans who think it necessary for the EU to develop its global military

role is 15% [Gallup 2010]. Active participation in world affairs, however, means unpalatable situations may crop up which do not necessarily fall neatly into polling categories. Negotiations in the Syrian crisis are evidence perhaps that to shift diplomatic lines, a full gamut of options can be required: these include the ability to back up political discourse with substantive means. This in turn requires credibility, and capabilities that are seldom inexpensive.

The statistics may appear faintly confusing. Basically the numbers suggest that Europe should pursue increased global leadership and strategic autonomy, *but with fewer common means, less investment, no conceivable recourse to force and no dedicated institutions or structures.*

They show that European citizens are keen to have a common defence policy, but without the associated constraints. They are happy for the perks of global leadership to fall their way, but without the unpalatable responsibilities that come with it. They strongly support strategic autonomy, but not the costs it might incur. There are a number of ways of explaining such conflicting conclusions.

First, it is quite conceivable a degree of confusion exists over the *means*, and the *meaning*, of security and defence policy in Europe. For instance, recent NATO research [NATO 2013, nato.int/cps/en/natolive/opinions_104038.htm] shows that European citizens estimate their own national defence expenditure ranges between 2% and 15% of their country's GDP. Obviously, the levels of investment involved do not seem immediately apparent to EU citizens.

Nor is the purpose of such investment always self-evident. The greater part of these budgets is devoted to unspectacular but seldom inexpensive tasks: ensuring the bread and butter of national security, guaranteeing a nation's sovereignty, creating the conditions for prosperity. The huge costs associated with maintaining autonomous cyber systems or satellite communication capabilities are perhaps only becoming evident to the wider public in light of recent NSA revelations. This could help explain why greater leadership and autonomy are expected of the EU,

although paradoxically the means they mobilise are not thought necessary.

Also, it may be altogether easier to support the broader principle than to think through its practical consequences. The notion of a common and competitive defence industry, for example, is less sensitive than the repercussions it has on jobs and industry. If the practical implications of security policy clash with domestic political interests, they are more likely to be left unspecified. This maintains the illusion that Europeans might be allowed to *enjoy the benefits of a common foreign and security without shouldering some of its constraints.*

And yet there is more to it. When the implications are set out clearly and the difficult questions put to them, it appears EU citizens *do not in fact see eye-to-eye on the specifics of the matter.* National reflexes play up when it is made clear what common European defence implies by way of equipment, investment and structures, so that traditional faultlines emerge: interventionist v. pacifist, northern v. southern, more v. less Atlanticist. Let us take the two extreme cases recently highlighted by the Transatlantic Trends survey. Nearly half of those polled in France who do not consider NATO essential favour a European defence organisation – what the French understand as *l'Europe de la défense* – whereas support in Romania barely exceeds 15%. It is striking to think that the very idea of *Europe de la défense* has no equivalent in Romania (or elsewhere for that matter), let alone an adequate translation. Even conceptions of a country's 'strategic autonomy' might clash altogether: rather than laying the emphasis on upholding their strategic autonomy (like France), a number of member states (like Romania) may prefer to concentrate on how best to organise their strategic *dependencies.*

Overall, the poll numbers show that support for a common foreign and defence policy is structurally high. And yet European defence is still often understood with national interests and values in mind: everyone favours a common foreign and defence policy, it would seem, as long as it is 'common' on one's own terms.

3 Europe's Defence Summit: Another Potemkin village?

By Nick Witney*

In 1787 Field Marshal Gregory Potemkin arranged a river trip for the Empress Catherine and foreign ambassadors to show off Russian success in colonising lands newly won from the Ottomans. Flourishing new villages could be observed on the river-banks. During the night, these appealing facades were dismantled, and reassembled down-stream to line the next day's journey.

In similar fashion, Brussels's skilled word-smiths can be counted on to ensure that, judged by the communique, the upcoming European Council discussion on defence will be a success. But will the claims of progress be any more substantive? Or will the same empty promises to fix Europe's key capability gaps, first displayed a decade or more ago, simply be re-erected? Three benchmarks against which to judge the real success of this summit are suggested at the end of this piece.

Lights set at green...

On the face of it, the context has seldom looked more propitious for a new push on European defence. American policy, suspicious of CSDP in its early days, has swung right round to encouragement, not to say injunction. As it pivots to Asia, the US is explicit that Europe must now be ready to do more fending for itself. Where once the idea of Europeans acquiring their own air-tanking or strategic reconnaissance assets was dismissed as 'wasteful duplication', now that is exactly what Washington wants to see.

Post Lisbon Treaty, the EU is also now better organised to tackle security and defence. The notion of coherence between the institutions has made it easier for the Commission to inject good ideas (and money) into the defence debate, as in the July Communication on the defence sector.

And the intellectual argument has been decisively won. Even the biggest member states understand that the days of strictly national operations on any serious scale are

now over; interdependence is a fact of life. Similarly, no single European country still has the resources to maintain unaided a full suite of military capabilities. Any residual doubts on this score have been dispelled by the economic crisis, which has seen defence budgets tumble across Europe. So European defence integration has become the new orthodoxy, with 'pooling and sharing' its litany.

Similarly, the need to foster a truly European defence technological and industrial base, as something more than the sum of its national parts, is the new commonplace. Everyone agrees that a proper European defence equipment market is essential; national protectionism, masked by claims of 'national security', is an economic dead-end. Everyone accepts that the current levels of fragmentation on both demand and supply sides in Europe are no longer affordable.

A recent report by the consultants McKinsey points out that European failure to consolidate demand means that that US batch sizes for defence equipment are on average 570% larger – with all the economies of scale that entails. They estimate the productivity potential of pooling European procurement spend at about 30% -- which in 2012 would have represented a saving of some 13 billion euros. And they illustrate the fragmentation of the industry by pointing out that in 40% of defence market segments in Europe there are more competitors fighting over a pie of only one quarter the size than there are in the US.

So assert today that 'never again must we vitiate a good collaborative project like the NH90 helicopter by insisting on 23 variants and 9 production lines', and no-one will dissent. Argue that research and technology are the seed-corn of future capability and must be preserved at all cost, and everyone will agree. In sum, there is a wide consensus on the need for change, and on the nature of the change required.

* Nick Witney is Senior Policy Fellow at the European Council on Foreign Relations.

... but no transmission

Yet the gap has seldom been so wide between declared policy and real-world practice.

There are plenty of exhaust fumes, but nothing is happening at the drive wheels. The link whereby intentions, commitments even, are translated into action seems to be missing.

All aspects of CSDP are affected:

- Operations are now largely confined to small-scale training and advisory missions in permissive environments: the perfect chance to deploy an EU battlegroup for the first time, in Mali, was carefully ignored.
- European spending on research and development has been more than halved over the past decade, so that the US now outspends the EU member states in aggregate by almost 7 times; and the proportion of European technology investment spent collaboratively since the onset of the economic crisis has actually fallen.
- The lack of smart munitions exposed by Libya is ignored.
- A heaven-sent chance to create a 'European' champion in the form of a merger of BAES and EADS was blocked by some member States, for evidently domestic motivations and concerns.

European defence integration has become an empty creed, demanding no more than the lip-service of the next communique. And that, of course, is exactly the risk which the upcoming summit runs.

Three proposals for the Summit

If the summit is not simply to end with the usual bromides (including the top two recommendations for 'expressing a strong commitment to defence cooperation in Europe', and 'communicating to the wider public that security and defence matter'), then the national leaders must exert their own grip, not just 'endorse' and 'encourage'. Three steps would be enough.

First, the EDA have correctly identified 'remotely-piloted air systems' (drones) as a key area for cooperation – not just for their military relevance but because this is where the future of civil aerospace, one of the few remaining jewels in Europe's industrial crown, lies. Industry and Commission are keen to support. But this was tried half a dozen years ago, and ran into the sand. If history is not to repeat itself, the leaders must understand that the EDA cannot do this by itself; and that national bureaucracies will be galvanised into action only if the summit demands the production, within 6 months, of a comprehensive, costed plan to meet a challenging target, such as getting drones flying within regulated airspace within three years.

Second, Catherine Ashton alludes to the possibility of 'a European semester on defence'. If this means member states telling each other about their future defence budgets and spending plans, it is an excellent idea. As McKinsey say, pooling and sharing will never take off without mutual visibility of national capability and procurement plans. The summit must not just vaguely 'support' this idea; it must mandate it, allocate responsibility and timelines, and require a further report.

Third, the summit must stop ducking the requirement for a new European global strategy. The 2003 European Security Strategy was the product of a now bygone era (pre-crisis, pre-'pivot', pre-Arab Spring). Defence cooperation ultimately depends on member states seeing the world the same way – as today they manifestly do not. To make this disunity the reason to avoid the debate is a counsel of despair. Faith in what we are trying to do together and why needs to be re-established and the summit must set the review in train.

This is scarcely a demanding agenda. But it will require the leaders actually to take ownership of it. Otherwise, they will just be cruising past a pretty tableau with no real substance, complicit in the deception.

4 Pour une approche réaliste de l'Europe de la défense

Par *Wim van Eekelen** et *Jean-Paul Perruche***

Plus de 10 ans après la mise en place des instruments d'une Politique Européenne de Sécurité et de Défense, force est de constater que les capacités de défense européennes autonomes n'ont guère progressé et que sur fond de crise financière et budgétaire celles-ci semblent plutôt promises au déclin.

Pourtant, le développement de capacités militaires européennes dans l'UE fait sens pour 3 raisons : il répond à une évolution de l'engagement américain en Europe, il pallie les déficiences nationales et est une composante naturelle de la construction européenne, il favorise la pérennité du lien transatlantique.

La défense de l'Europe est assurée depuis 65 ans par l'Otan, c'est-à-dire essentiellement par les Etats-Unis, dont les capacités militaires sont supérieures à celles de l'ensemble de l'UE et dont les contributions avoisinent généralement 75% de l'effort commun. Or ce rôle central des Etats-Unis dans la défense de l'Europe se trouve remis en cause par les nouvelles orientations stratégiques américaines (priorité à la zone Asie-Pacifique). Concomitamment, les Européens sont pressés par leur allié américain d'assumer désormais une part plus importante du fardeau de leur sécurité. La capacité des Européens à mieux l'assurer conditionne ainsi la pérennité du lien transatlantique.

Pour une union des forces au sein de l'UE

Dans le contexte actuel, les pays européens – sans exception – sont de moins en moins en mesure d'assumer individuellement la responsabilité d'opérations militaires, ni même de couvrir tout le spectre des capacités nécessaires à leur défense. L'intervention en Libye de 2011 a clairement démontré les limites des capacités des pays européens les plus puissants militairement (France et Royaume-Uni), même agissant conjointement. La crise économique actuelle rend en outre peu vraisemblable une augmentation sensible des

budgets de défense à court, voire à moyen terme. Le renforcement des capacités des pays européens ne peut donc résulter que de l'union de leurs forces, laquelle peut se réaliser dans trois cadres : l'Otan, les coalitions et l'UE. Or force est de constater que toutes les tentatives de création d'un « pilier européen » dans l'Otan sont restées vaines depuis 1994, les Américains, notamment, étant opposés à un « caucus européen ». Quant aux formats de coopération bi- ou multilatéraux au sein de l'UE, ils n'ont pas abouti jusqu'ici à un renforcement significatif des capacités européennes. Au final, l'UE est certainement le cadre le plus réaliste et efficace pour mettre en place les capacités dont les Européens ont besoin : leur proximité géographique et des contraintes budgétaires semblables légitiment qu'ils organisent ensemble la défense de leurs intérêts communs. Une défense européenne responsable ne peut être crédible que si elle est autonome, ce qui implique que les indispensables partages et mutualisations de moyens (« pooling and sharing ») soient organisés dans et par l'UE. Cette option se trouve d'ailleurs confortée par le fait que l'UE, organisation globale, peut mettre en œuvre un ensemble très complet d'instruments civils et militaires pour sa défense.

Enfin, la réalisation de capacités européennes dans l'UE ne pénaliserait ni les nations ni l'Otan. L'argument de la duplication entre les deux organisations est infondé dès lors que ce ne sont que des cadres d'emploi multinationaux et que les forces et les moyens sont fournis à l'une ou à l'autre par leurs Etats membres. Seuls certains moyens de commandement doivent exister dans les deux organisations, représentant une dépense négligeable à l'échelle européenne. On voit mal par ailleurs comment l'Otan serait affectée par le fait que l'UE devienne un véritable acteur de sécurité et de défense. Il suffirait de prévoir les dispositions de commandement permettant à l'UE soit d'agir de façon autonome (quand les

* *Wim van Eekelen est Président d'EuroDéfense-Nederland et Président en exercice du réseau d'associations EuroDéfense.*

** *Jean-Paul Perruche est Président d'EuroDéfense-France et ancien Directeur Général de l'État-major Militaire de l'UE (DGEMUE)*

Etats-Unis ne s'engagent pas), soit de s'intégrer dans une chaîne de commandement transatlantique en cas d'intervention sous leadership américain.

La nécessité d'un soutien des citoyens

Le projet d'intégration dans l'UE doit aller plus loin que la coopération intergouvernementale. Il n'a de sens que s'il ne vise pas seulement à créer une chaîne de commandement intégrée mettant en œuvre des moyens nationaux (ce qui est le cas de l'Otan) mais s'il permet de constituer des capacités militaires européennes intégrées par mutualisation et partage, ce qui implique la mise sur pied progressive d'un leadership politique européen. C'est évidemment là le point clé d'un tel projet, qui devrait se fonder sur les principes de solidarité et de subsidiarité. Réduction des divergences d'intérêts nationaux, identification d'intérêts commun européens, convergence des politiques étrangères, stratégie de défense européenne en sont les préalables indispensables. Elles ne sont pas envisageables sans la compréhension et le soutien des citoyens européens. La priorité est donc à l'information de ceux-ci sur les intérêts communs de sécurité des pays de l'UE, sur l'intérêt d'une approche commune de leur défense mais aussi sur les exigences de solidarité que cela comporte. Ils doivent comprendre en particulier que la seule alternative au grignotage des souverainetés nationales généré par la mondialisation est dans la recherche de la « masse critique » que seule l'Union européenne peut apporter, dans le partage de souveraineté au niveau européen. Seul un projet clair et ambitieux est susceptible de les mobiliser.

Vers l'élimination des incompatibilités nationales et européennes

Jusqu'ici, l'Europe de la défense n'est pas l'expression d'une politique de défense de l'UE mais la simple intersection commune des politiques de défense nationales de ses pays membres. Il est pourtant clair que l'addition de 28 politiques de sécurité hétérogènes et parfois divergentes ne saurait répondre au besoin de défense de l'UE et de l'enjeu qu'elle représente : un territoire de 4 millions de km², peuplé de 500 millions d'habitants et produisant 25% du

PIB mondial. Aucune politique nationale ne prend en compte un tel enjeu. Il manque à la PSDC actuelle un regard d'ensemble sur le besoin de défense de notre continent en tant qu'entité politique. Restons lucides : il ne peut pas y avoir de défense européenne sans identité européenne, qui elle-même ne peut exister sans que nos concitoyens se la soient appropriée. Une vision européenne globale du besoin de défense s'impose donc pour y parvenir. Il est paradoxal de constater que seuls les Etats-Unis ont une vision globale de la sécurité de notre continent. Il ne s'agit pas à ce stade de vouloir substituer une approche européenne de la défense aux actuelles approches nationales mais plutôt de l'y ajouter. Au lieu de partir d'expressions de besoins nationaux pour voir ensuite ce qui est mutualisable au niveau européen, il s'agirait simultanément d'exprimer un besoin global européen et de le comparer à celui résultant de l'addition des besoins nationaux. Un processus de rationalisation pourrait ensuite conduire à une plus grande cohérence d'ensemble du dispositif européen : expression des besoins capacitaires, rationalisation du système de « procurement », de la mutualisation et du partage, renforcement de l'industrie de défense. Cela concourrait aussi à une meilleure compréhension des enjeux globaux de défense par les citoyens.

L'Union européenne fait la force des intérêts communs des Européens mais moins facilement celle de leurs intérêts spécifiques nationaux. Elle renforce la puissance de ses Etats membres à condition qu'ils adoptent une démarche collective ; réduite à n'être qu'un instrument au service des politiques nationales, elle montre vite ses limites. L'effort doit donc porter sur l'élimination des incompatibilités entre approches nationales et européennes. Comme il en est pour les équipes de sport collectif, le succès de l'UE dépend non seulement de la qualité de ses « équipiers » mais aussi et surtout de leur capacité à jouer ensemble. Tout rôle attribué à l'UE doit tenir compte de l'intérêt de l'ensemble de ses membres. Cela vaut en particulier pour la défense, à l'heure où il devient de plus en plus difficile de l'assurer au plan national.

5 Think Tank Twitter

Think Tank Twitter (TTT) aims to provide regular information and updates on what is produced by think tanks and research centres across Europe (and beyond) on EU policy issues. As an analogy to the original Twitter, each summary – or tweet – does not exceed 140 words, rather than characters. Those who wish to signal new publications for possible inclusion can send them to the email address bepa-think-tank-twitter@ec.europa.eu

Youth unemployment, socio-economic divergences and fiscal capacity in the euro area

Youth unemployment has become a central issue: the euro area crisis can still engender a crisis of the EMU. The paper proposes an analysis of socio-economic divergences between the members States – investment, growth rates, unemployment, a comparison between the EMU and other monetary areas and instruments to fight unemployment. Clear reform efforts should be undertaken, complemented by deep reforms of the EMU. In order to overcome systemic flaws, a banking and fiscal union are compulsory. Using the convergence and competitiveness instrument may be an option: to re-balance the conditions to get financial support, financed by national and new own resources. In parallel, an alternative policy mix is encouraged – towards more investment, growth, jobs creation and reduction of investment costs by new instruments.

<http://www.notre-europe.eu/media/youthunemploymenteuroareafiscalcapacitymjoaorodriguesnejdinov2013indd.pdf?pdf=ok>

European climate diplomacy – Building capacity for external action

The briefing paper elaborates proposals on the way the EU and foreign ministries could strengthen capacity for climate diplomacy. Since the Durban conference, even if the EU plays a more active role, the eurozone crisis has led dilution of political commitments for action. The author lists different constraints – foreign ministries are not central to domestic climate policy-making, the EEAS faces financial constraints... For him, involving foreign ministries would strengthen political commitment and strategic understanding. Climate diplomacy could be written into the mandates of EU heads of mission. The EEAS should also make better use of existing resources. Its role and cohesion could be enhanced by political guidance from the European Council and the Foreign Affairs Council.

<http://www.fiaa.fi/en/publication/370/european-climate-diplomacy/>

The shale gas revolution: can it cross the Atlantic?

Before a dilemma, Europe has to find cheap and clean energy and to increase energy security. Unconventional gas resources could be one of the answers, whereas debates continue and the EC is presenting measures to improve the management of environmental impacts of the extraction. Considering several examples and interconnexions of gas market, the author lists issues which go far beyond environmental considerations (economic interest, social acceptability...). He considers that the European Commission should have strengthened responsibilities, since the debate is part of a wider debate on climate options for 2030. Several options are suggested: harmonization of environmental rules – beneficial to European actors, 2014 election – giving the opportunity to organize a wide debate on economic and environmental aspects of shale gas, improvement of extraction techniques...

<http://www.robert-schuman.eu/en/doc/questions-d-europe/qe-293-en.pdf>

EU enlargement to the Balkans: shaken, not stirred

Is the enlargement process to the Balkans stopped? The complex issues confronting the Balkans countries, individually and collectively, have paralyzed further EU widening. Considering the EC's Progress Reports, the author underlines reasons that have guided the EC avis. In addition to country specific problems, common issues remain in the region – rule of law, socio-economic affairs, minorities... Whereas, with each enlargement, public opinion and political elites in the member states have been more cautious towards newcomers, a “two-tier enlargement process” – membership prospects remain too distant for some Balkans states – would be problematic. The author encourages the EU to be more pro-active: find ways to simultaneously engage all the Balkans states in accession-related work, spell out demands for democracy with measurable tasks and make efforts on a greater regional integration.

http://www.epc.eu/documents/uploads/pub_3892_eu_enlargement_to_the_balkans_-_shaken,_not_stirred.pdf

A new context for EU-Korea relations

Since the EU deepens its involvement in Asia and the Republic of Korea appears as an interesting economic example, Europe and Korea should consider their relation as an entry-point for deeper comprehensive EU-Asia relation. The authors compare EU and Korean views on the economic crisis, on dynamics of international power and on sustainable growth. Whereas cooperation is at an early stage and trade and economic issues continue to be the main areas of cooperation, other key areas should be explored and act as catalyst for regional and global affairs (security, development assistance, climate change...). Neither current economic and financial issues nor deep bilateral Asia-Korea relation should be a constraint. As an example of shared useful experience, Korea may cooperate with the EU in assisting developing countries and developing new green growth model.

[http://www.fride.org/download/A New Context for EU Korean Relations.pdf](http://www.fride.org/download/A%20New%20Context%20for%20EU%20Korean%20Relations.pdf)

Enhancing the Brazil-EU Strategic Partnership: From the Bilateral and Regional to the Global

The report analyses the Brazil-EU Strategic Partnership and its operational impact. Focused on five topics – global macroeconomics, trade policy, climate change, foreign and security policy and continental regionalism – it examines bilateral and regional relationship and important global governance topics. Identifying areas of progress and failure, the authors focus their attention to non-tariff barriers as a positive example, and list hypothesis to save the EU-Mercosur negotiations from failure. In the area of global governance, even if the two areas cannot determine global policies, they can develop a “specialist niche in global affairs”. Explicit cooperation on security norms and climate change is analysed. In the field of global macroeconomics, possible convergence of positions between the EU and Brazil on currency manipulation controversy should be explored.

<http://www.ceps.be/book/enhancing-brazil-eu-strategic-partnership-bilateral-and-regional-global>

Weighing Europe: How Europe’s Global Partners Assess Power and Influence of a Region in Crisis

Which implications of the crisis in Europe, for the US and for the world, can be observed through different regional prisms? The publication gathers analyses from strategists around the world (US, Turkey, India, China, Japan and Brazil) observing relations between Europe and their own region: this mental picture of Europe as a foreign policy player draws an external contribution to internal debates. Even if most analysts argue that Europe may remain an important player, this set of essays lists multiple perspectives onto the European crisis and its influence on countries in their strategies. Some analysts focus their attention to the contagion effects of crisis (Japan), others enumerate some economic opportunities emanating from the crisis (Brazil), such as pressure to innovate, debate about economic reforms...

http://www.gmfus.org/wp-content/blogs.dir/1/files/mf/1383583896EuroFuturePapers_web.pdf

Strategy and Its Role in the Future of European Defence Integration

Do the interests of EU member states are concretely formulated to “form areas of common EU interest”? Does the EU have interests connected but independent from member states? The author considers that the lack of definition of strategic interest at national and EU levels explains partly why European defence integration is not currently possible. Presenting several national cases, he makes proposals on a “strategic interest model”, based on economic, legal, military, political and cultural criteria that could help policy planners, at national and European level, to enhance data collection on how to understand interests. This would make a valuable contribution to decision-making process and further integration on defence field. It would give the opportunity to implement constructive strategic planning and rigorously elaborate a European White paper on defence.

<http://www.iai.it/pdf/DocLAI/iaimp1330.pdf>

6 BEPA News

Evénements

Le 5 novembre, le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a co-présidé avec Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen et Lászlo Surján, vice-Président du Parlement européen, la rencontre annuelle de haut niveau avec des responsables d'organisations philosophiques et non-confessionnelles. Cette réunion, qui se situe dans le cadre du dialogue institutionnel établi par l'article 17 du TFUE, a porté cette année sur le thème suivant : « Mettre le citoyen au cœur du projet européen en période de changements ». Elle a été l'occasion d'un échange nourri autour de l'idée de citoyenneté européenne, ainsi que d'un prolongement de la réflexion sur le thème du « Nouveau Récit pour l'Europe ». Une vingtaine de responsables d'organisations philosophiques et non-confessionnelles ont participé à cette rencontre, conclue traditionnellement par une conférence de presse commune.

Le 7 novembre, les membres du Conseil Consultatif des Sciences et de la Technologie (STAC) se sont réunis à Bruxelles. La discussion a porté, entre autres sujets, sur les avancées concernant la miniaturisation des instruments de chimie analytique, qui vont révolutionner le monde du diagnostic médical en devenant de véritables « labos de poche » qui permettront non seulement une analyse du patrimoine génétique mais aussi du métabolisme spécifique à chaque individu, et ce dans son environnement propre, ouvrant la voie à une prise en charge médicale complètement individualisée. Le prochain rapport du STAC identifiera les domaines porteurs qui permettraient à l'Europe de rester ou de devenir un leader mondial en matière de sciences, de technologie et d'innovation.

Les 14 et 15 novembre dernier, des experts des tendances mondiales venant, entre autres, des Etats-Unis, de l'Inde, du Brésil et de la Russie ou encore de Chine, se sont joints à la Task Force ESPAS pour participer à un séminaire, dont une des sessions de travail a accueilli également des responsables de planification politique en provenance des Etats membres. Le but de ce

séminaire était principalement d'informer les participants des avancées du projet ESPAS, et de discuter avec eux les trois rapports sur les tendances mondiales commandés par ESPAS et récemment publiés. Il s'agissait d'obtenir leur vision stratégique sur les lignes esquissées par les rapports et d'avoir une discussion ouverte sur les tendances identifiées et leur impact sur l'avenir de l'Europe. Leurs contributions à l'exercice de prospective mené par ESPAS a permis d'enrichir notre vision du futur, en y incorporant des regards différents sur les défis à venir. La réunion a abordé, également, le développement d'une bibliothèque virtuelle sur le site internet d'ESPAS (www.europa.eu/espas/) rassemblant des rapports du monde entier portant sur les tendances mondiales.

Les 19 et 20 novembre, le BEPA a organisé la réunion plénière du Groupe Européen d'Ethique des Sciences et des Nouvelles Technologies, suivie de la réunion des rapporteurs le 20 novembre. Ces réunions s'inscrivent dans le cadre des travaux du Groupe, qui développe sa future Opinion sur les Technologies de Sécurité et de Surveillance.

Evénements à venir

Le 9 décembre prochain, le projet « Un Nouveau Récit pour l'Europe » franchira une nouvelle étape, avec la tenue, à Milan, de la deuxième « Assemblée générale sur les formes d'imagination et de pensée pour l'Europe ». La session publique de cet événement aura lieu dans la matinée. Le Président Barroso et le premier ministre italien Letta participeront à une session extraordinaire et à un débat, sur la question des images, des histoires et des valeurs qui nourrissent le Nouveau Récit pour l'Europe. Cette discussion contribuera à l'élaboration du texte final sur le Nouveau Récit, dont la présentation est prévue en mars 2014.

Le 11 décembre, le BEPA organise une réunion de travail regroupant les représentants de l'ensemble des services de la Commission européenne pour partager les informations et coordonner les activités en matière d'éthique et de politiques européennes.